Rapport Narratif Final PROJET ECHO 2024

<table>
<tr><th colspan="6">Informations générales</th></tr>
<tr><td colspan="2">Partenaire d'implantation :</td><td colspan="4">RECHERCHE SANS FRONTIERES/RESEARCH WITHOUT BORDERS« RSF-RDC »</td></tr>
<tr><td colspan="2">Période du rapport :</td><td colspan="4">Janvier 2025</td></tr>
<tr><td colspan="2">Date de l'activité :</td><td colspan="4">Septembre en Décembre 2024</td></tr>
<tr><td colspan="2">Axe :</td><td colspan="2">Territoire :</td><td colspan="2">Type de bénéficiaire :</td></tr>
<tr><td colspan="2">Sake-Kitshanga-Mweso-
Sake-Masisi-Nyabiondo
Kalembe-Pinga-Mutongo
Mutongo-Misheeshe-Lukweti</td><td colspan="2">MASISI ET WALIKALE</td><td colspan="2">Les autorités locales, les leaders communautaires, Les autochtones et les déplacés y compris les GAADs</td></tr>
<tr><td>Zone de santé</td><td>Lieu/localité/village</td><td colspan="3">Nombre de bénéficiaires atteints par l'activité</td><td>Groupe (e) d'influence/contrôle de la zone</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Mweso, Pinga, Kirotche, Masisi</td><td rowspan="2">Bweru, Mpeti Kashuga, Nzulo 1, Nzulo 2, Lukweti, Kalembe-KSaloge, Mubambiro, Muhongozi
Nyabyondo centre, Pinga
Bushimoo, Katanga
Kishondja, Birere 1, Mweso centre, Nkasa</td><td>Homme</td><td>Femmes</td><td>Total</td><td rowspan="2">Mweso : M23, APCLS; CMC/BAZUNGU
Pinga : NDC-R, APCLS, PNC, FARDC
Nyabyondo : APCLS
Sake : APCLS et VDP, FARDC, M23, PNC</td></tr>
<tr><td>3785</td><td>2466</td><td>6251</td></tr>
<tr><th colspan="6">Information sur les activités réalisées</th></tr>
<tr><td colspan="2">Thématique concernée</td><td colspan="2">Type de bénéficiaires</td><td colspan="2">Groupe cible</td></tr>
<tr><td colspan="2">- Notion sur le DIH, l'interdiction des violences sexuelles et basées sur le genre,
- l'accès humanitaire, principes et normes humanitaires
- la protection des missions médicales pendant les conflits armés
- La protection des missions éducatives pendant les conflits armés
- Protection des civils et leurs biens pendant les conflits armés,
- la protection des enfants et l'interdiction de leur recrutement dans les groupes armés</td><td colspan="2">Les autorités locales, les leaders communautaires, les responsables religieux,
Les autochtones et les déplacés, FARDC, PNC, APCLS, NDC R, M23</td><td colspan="2">Les hommes/Garçons et les femmes/Filles y compris les personnes marginalisées.</td></tr>
<tr><td colspan="2">Description de l'activité</td><td colspan="2">Résultats atteints</td><td colspan="2">Recommandations/commentaires</td></tr>
<tr><td colspan="2">Organisation de 4 émissions radio diffusées sur le DIH et DIDH :
les thématiques concernées sont :
- L'accès humanitaire et principes et normes humanitaires,
- L'interdiction des violences sexuelles</td><td colspan="2">-Les émissions ont contribué pour que la sensibilisation atteigne un large public ; elle a aussi permis à la communauté y compris le GAADs d'acquérir des connaissances sur le DIH et</td><td colspan="2">Etant donné que les émissions radios renforcent les sensibilisations menées par les animateurs, certaines recommandations sont</td></tr>
</table>

et basées sur le genre pendant la période des conflits armées - Les lignes directrices pour la protection des écoles et universités pendant les conflits armés - La protection des enfants pendant la période des conflits armées L'enregistrement de 2 émissions a été fait au mois de septembre et 2 autres au mois d'Octobre 2024. Pour les émissions animées en septembre 2024, L'une portée sur les lignes directrices pour la protection des écoles et des universités pendant la période des conflits armés, et l'autre sur la protection des enfants pendant la période des conflits armés. En ce qui concerne les émissions radios animées en octobre, L'une portée sur l'accès humanitaire et principes et normes humanitaires pendant la période des conflits armés, et l'autre sur l'interdiction des violences sexuelles et basées sur le genre pendant la période des conflits armés. Ces émissions ont été enregistrés et traités par un journaliste consultant venue de la radio GO FM et ont été diffusées à la radio communautaire Bakumbule de Mpety sur une fréquence de 2 fois par semaine matin et soir. Cette radio a été sélectionnée car elle est la seule qui est écoutée dans la partie Walikale et Masisi (Axe Kalembe-Pinga) et dans le Masisi Nord (Zone de santé de Mweso) car bon nombre des radios qui jadis fonctionnaient dans cette partie du territoire ne sont plus fonctionnelle suite à la crise M23 ;	DIDH avec un accent particulier sur l'accès humanitaire, principes et normes humanitaires, la prévention de violences sexuelles et basées sur le genre, la protection de l'enfance ainsi que la protection des missions éducatives pendant les conflits armés -5670 personnes ont été sensibilisées à travers le medias conformément au rapport de la radio selon le feedback des auditeurs dans les territoires de Masisi et Walikale.	formulées à savoir : -Encourager la participation des auditeurs en posant des questions ou partager leurs témoignages concernant les pratiques de GAADs au sein de leur communauté, -Organiser les prochaines émissions radios sous forme des théâtres pour captiver l'attention des auditeurs selon de programmes bien pré établit avec les radios partenaires, -Renforcer le cadre de partenariat avec d'autres radios communautaires pour vulgariser les messages clés du projet dans les différentes zones du projet tout en multipliant les nombres des émissions radios diffusées ainsi que des Spots radios, - Organiser de débat inter communautaire sur le DIH et DIDH à diffuser sur les médias et de préférence mettre en place des activités du genre cinéma mobile sur le DIH et DIH dans les différentes zones du projet.
Sensibiliser la population sur le DIH et DIDH dans les zones du projet. Les séances de sensibilisations ont été organisées dans les axes ciblés par le projet dont 4 séances animées au mois de septembre, 4 séances au mois d'Octobre et 4 autres au mois de Novembre 2024. Ces sessions été animées par les animateurs affectés au projet sous l'accompagnement techniques et financier de l'équipe de coordination et de support de Recherche Sans Frontières. **Message clés :** les séances organisées au sein	- 12 séances de sensibilisations communautaires ont été organisées dans les 4 axes du projet : Mweso, Pinga, Nyabyondo et Sake. - 581 personnes ont été sensibilisées dont 335 hommes/Garçons et 246 femmes/filles à travers de sessions ouvertes, groupes de discussions et ateliers de sensibilisation organisés.	En ce qui concerne les activités de sensibilisations, nos recommandations sont formulées de la manière suivante : -Organiser des formations continues en faveur des membres de la communauté pour qu'ils deviennent des paires éducatrices du DIH dans

de la communauté et au GAADs porté les messages clés ci-dessous : - Non aux violences sexuelles et basées sur le genre pendant les conflits armés - Faciliter l'accès humanitaires pendant les conflits armés et respect des principes et normes humanitaires - Protégeons les missions médicales pendant les conflits armés - Non au recrutement volontaire et forcé des enfants dans les groupes armés pendant la période des conflits armés - Protégeons les civils et leurs biens pendant la période de conflits armés, - Lutter contre l'insécurité alimentaire, protection de missions médicales et éducatives pendant la période de la guerre.	La participation des autorités locales a permis de renforcer la confiance de la population envers les institutions publiques, La population sensibilisée est informée des règles du droit international humanitaire, saisit les notions d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance qui régissent l'action humanitaire ; connait les obstacles qui entravent l'accès humanitaire pendant la période des conflits armés et les conséquences que cela engendre, Elle est également informée des règles spécifiques qui protègent les établissements de santé, éducatives y compris le personnel médical et éducatif pendant les conflits armés, et connait l'impact dévastateur de ces attaques contre les missions médicales sur leur capacité de fournir les soins de santé à la population Elle comprend aussi que les violences sexuelles constituent une violation grave des droits humains et s'engage à déconstruire les normes sociales qui favorisent les VGB pendant les conflits armés Elle est engagée à dénoncer les cas des violations du DIH commises par les GAAD dans les zones ciblées ainsi qu'à collaborer avec les acteurs humanitaires pendant cette période des conflits armés pour une coordination des actions pouvant améliorer le changement de la protection de civils, -Nous avons également mené de	les zones ; -Organisation des séances de sensibilisation de masse sous format théâtres participatifs pour atteindre un grand nombre de la population, -Intensifier la vulgarisation du DIH et DIDH dans les zones pour la protection de civiles et leurs biens en mettant l'accent sur la sensibilisation des GAAD pour réduire les cas des violations commises par eux, -Utiliser les supports visuels (affiches, brochures, dépliants) pour les prochaines séances de sensibilisation, -Augmenter les nombres de séances de sensibilisations afin d'atteindre les autres villages et coins de territoires de Masisi et Walikale ciblés par le projet car les nombres de séances de sensibilisations prévues été insuffisants par rapport aux nombres des zones ciblées par le projet, -Renforcer les campagnes de sensibilisations communautaires à travers les affiches (Bandes rôles) portant messages sur les DIH au sein de lieux publiques, centre de santé, écoles ainsi qu'aux églises dans les zones du projet.

	sensibilisations et plaidoyers auprès des GAADs (NDCR) y compris la FARDAC pour renforcer la protection de civils et des institutions publiques dans l'axe Pinga. Cette sensibilisation et plaidoyer ont été à la base de délocalisation d'une position militaire qui était à quelques mètres de l'HGR de Pinga et une interdiction aux éléments NDCR et FARDC d'entrer dans l'Hôpital avec les effets militaires.	
Installation des boites à suggestion et sensibilisation sur leur utilisation, collecte et compilation des informations déposées par les bénéficiaires. 8 boites à suggestions ont été installées dans les 4 zones (Mweso, Pinga, Nyabyondo, Sake) et une sensibilisation a été faite sur l'importance des boites à suggestion et la manière de les utiliser pour assurer une bonne gestion de celles-ci. Après l'installation de boites à suggestions le suivi et l'ouverture de ces 8 boites à suggestions qui ont été installées dans les axes du projet été fait régulièrement dans chaque zone, Les informations déposées dans les boites à suggestions ont été collectées et rapportées.	-La population sensibilisée s'est engagée à briser le silence et avoir le courage de dénoncer les cas des violations commises par les GAAD et partager toutes les informations pertinentes, -Les incidents de protection et sécuritaire y compris les violations du DIDH et DIH par les GAADs ont été documentés par les animateurs du projet. Au total 56 incidents de protection et 25 incidents sécuritaires ont été documentés dans les territoires de Masisi et Walikale zone du projet ECHO, les axes le plus touchées sont l'axe Sake-Kitshanga-Mweso-Kalembe-Mpety-Pinga et l'axe Sake-Bweremana. Ces zones sont plus affectées par les violations de droit international Humanitaire car plusieurs GAADs (Wazalendo, FARDC, FDLR) s'affrontent jour et nuit. Les violations du DIH et DIDH rapportées par la population sont en majorité les pillages de biens de civils par les GAADs, occupations et attaques aux écoles et structures sanitaires, enlèvement de civils y compris les enfants, meurtres et mutilations de civils y compris les enfants, le recrutement d'enfants dans le rang armé ainsi	Eu égard à cette situation, Nos recommandations sont formulées de la manière suivante : -Renforcer le système d'alerte et remontée des informations au niveau communautaire avec des outils de repporting adaptés aux agents affectés sur terrain. Ces outils peuvent être la mise en place d'un dashboard en ligne pour le suivi de la situation sur terrain périodiquement, -Faire une évaluation régulière pour permettre d'identifier les points forts et points faibles et apporter les ajustements, -Garantir l'anonymat et la sécurité pour les personnes qui signalent des violations, -Contacter le commandement d'APCLS dans l'axe Sake, M23 dans l'axe Kitshanga-Mweso en leur rappelant sur les droits de prisonniers afin de respecter les principes du Droit International Humanitaire, -Organiser les séances de renforcement de

	que les viols et violences sexuelles à l'égard de femmes.	connaissances de la population sur les mécanismes de repporting et signalement de cas mise à leur disposition et -Renforcer les boites à suggestions dans la communauté car 8 boites à suggestions demeurent insuffisantes pour couvrir les besoins de la population dans les deux territoires ciblés.
Monitorer les pratiques des GAAD par rapport au respect du DIH et du DIDH dans les zones et faire la cartographie des GAADs dans les zones du projet. Le Monitoring est assuré hebdomadairement par les animateurs affectés pour chaque axe du projet, la cartographie de GAADs est actualisée mensuellement et le suivi est effectif pour chaque zone du projet.	-4 cartographies fournissant les informations sur les zones opérationnelles de GAADs ont été faites par les animateurs de terrain dans les territoires de Masisi et Walikale, - les incidents de protection et sécuritaire ont été identifiés et documentés, - les violations et abus du DIH et DIDH commis par les GAADs dans les deux territoires ont été partagés. Pendant nos activités de monitoring sur les pratiques de GAADs dans les zones du projet, il est à noter que la crise M23 est à la base de plusieurs violations du DIH et DIDH dans les deux territoires ciblés, plusieurs cas d'arrestation arbitraires suivi de travaux forcés ont été documentés dans le territoire de Masisi plus particulièrement dans l'axe Masisi-Bweremana, Masisi-Ngungu-Rubaya ; Dans l'axe Masisi-Kitshanga-Mweso, les cas d'enlèvement des acteurs de la société civile, tortures, viols, enrôlement d'enfant, pillages et destruction des écoles et hôpitaux sont les violations majeures commis par les groupes rebelles M23/RDF d'un côté mais de l'autre côté par les groupes Wazalendo.	-Assurer la sécurité des victimes et des témoins tout au long du processus de collecte des informations. -Développer un outil (Kobo Collect) sécurisé pour stocker et partager les informations lié au monitoring de protection dans les zones du projet, Cet outil, pourra nous amener à faire l'analyse de tendance de données pour chaque période et guide les interventions orienter vers le GAADs pour les prochaines sessions prévues. -Intensifier la vulgarisation du DIH et DIDH dans les zones pour la protection de civiles et leurs biens en mettant l'accent sur la sensibilisation des GAAD pour réduire les cas des violations commises par eux.

Mission de supervision des activités dans les zones du projet	4 mission ont été organisées dans l'axe Masisi à Nyabyondo, Mweso-kichanga dans le cadre de prise de contact avec les autorités locales ainsi que le suivi et la supervision des activités en vue d'assurer l'efficacité des activités déjà menées afin de recommander des améliorations si nécessaires, et l'entretien avec l'animateur de Mweso sur le respect des politiques de l'organisations et du règlement intérieur ainsi que les modalités pour l'avancement des activités.	Il a été recommandé d'élargir les interventions dans les axes Mpati, Kivuye, Balengera, Bibwe, Kahira, car ses zones restes isolées et les GAADs qui y opèrent comètent des violations et abus parfois non rapportés par la population civile qui n'ont pas de notions sur la thématique (DIH), -Prévoir dans la mesure du possible une enveloppe sécu chaque fois quand il y a une mission sur terrain dans les zones sous occupations,

Analyse synthèse de la situation (Sécuritaire, Humanitaire, économique, Sociale, etc.)

Situation sécuritaire : Masisi et Walikale, sont parmi les territoires caractérisées par la présence de multiples groupes armés, des affrontements récurrents, des violations des droits de l'homme et du Droit International Humanitaire y compris des déplacements massifs de populations. La région est remplie de groupes armés locaux et étrangers, dont les motivations sont multiples, telles que : le contrôle des ressources naturelles (minerais), défense des communautés, idéologie politique, etc. Ces groupes s'affrontent entre eux d'un côté et de l'autre part s'oppose à l'armée loyaliste du pays. Pendant les affrontements, les groupes belligérants ne cessent de s'attaquer aux civils, créant un climat d'insécurité permanent. L'État congolais a du mal à faire appliquer son autorité dans certaines régions contrôlées par les rebelles, ce qui laisse le champ libre aux groupes armés. Après une longue période d'accalmie dans le territoire de Walikale, les rebelles du M23 ont repris leurs offensives contre les groupes d'autodéfense Wazalendo(VDP) dans l'axe Mweso- Kalembe-Midjendje et Mpety en allant vers Pinga autour du mois de Novembre. Ces attaques ont été à la base de déplacements de plus de 50000 personnes qui ont abandonnés leurs domiciles et sans accès à leurs champs et élevages. Les uns se sont dirigés dans l'axe Pinga-Mutongo-Nyabyondo et d'autres ont pris la direction Kashuga-Mweso-Kitshanga, contraints par les combats à répétition. Des tirs croisés des armes lourdes et légères ont été signalés, ce qui a occasionné des victimes innocentes. Pendant ces affrontements, le centre de santé Mpety a été pillé par les groupes rebelles de M23 suivi d'incendies des maisons des paisibles populations ainsi que la destruction méchante du patrimoine culturelle à Mpety. La situation sécuritaire est précaire, à KANYANGOHE, MASHA, MASHANGO et BUSHOBYO dans la partie Est de la cité de MWESO dans le territoire de RUTSHURU là où il y a des groupes armés vivant en parallèle (CMC et M23), le crépitement des balles est souvent entendus, ce qui rend la population civile victime de ces atrocités. Les écoles ne fonctionnent plus et les structures sanitaires dans la partie Sud-ouest notamment à KASHUGA – KALEMBE, MIHARA-BWERU et KIVUYE – MPATI suite aux affrontements en répétition. L'avancé des opérations militaires menées par les terroristes M23 dans les localités Lwama et Kalungu ne cessent d'en deuiler les populations civiles y compris la partie de la zone de santé de Masisi dont l'axe Nyamitaba-Muheto dans le groupement Bashali KAEMBE. En ce qui concerne la partie Masisi Sud notamment dans les axes

Sake-Bweremana et Sake-Masisi Centre-Nyabyondo, la situation sécuritaire est caractérisée par les affrontements en répétitions opposant les rebelles du M23 à la coalition Wazalendo-FARDC ; ceci est à la base de l'insécurité totale et les déplacements forcés de la population. Malgré l'appui de la coalition Wazalendo-FARDC par la frappe aérienne, les rebelles du M23/RDF maintiennent toujours leurs anciennes positions dans cette partie des territoires de Masisi. Signalons également dans cette partie du contexte que le village Nyabyondo dans le secteur Osso Banyungu est débordé par l'accueil des déplacés venus des plusieurs localités récupérés par les M23/RDF et plusieurs Institutions Publiques dans les chefferies des Bashali et Bahunde, Secteur de Katoy ainsi que dans le groupement Kamuronza ont été attaquées par les GAADs dans cette période de crise M23.

Situation humanitaire : L'accès humanitaire est surtout accordé aux actions humanitaires liées aux urgences et au développement, ce qui limite certaines interventions pour les projets en rapport avec la protection communautaire, Les zones sous contrôle des groupes armés et autorité de facto sont souvent inaccessibles aux humanitaires, limitant ainsi la portée de l'aide. Les convois humanitaires peuvent être attaqués, les travailleurs humanitaires kidnappés ou menacés, ce qui crée un climat d'insécurité et dissuade les organisations d'intervenir. Les procédures administratives complexes et les exigences sécuritaires sont à la base d'un ralentissement considérable d'acheminement de l'aide. Les besoins humanitaires sont immenses et les ressources financières limitées, ce qui oblige les organisations à faire des choix difficiles et à prioriser certaines interventions. Les acteurs humanitaires interviennent dans la zone bien évidement avec cœur dur, sont ceux-là qui ont de paquets d'activités dans l'aide d'urgence notamment dans les secteurs Wash, Santé, Nutrition et infrastructure y compris en sécurité alimentaire. La plus part d'acteurs intervenant en protection préfèrent mener les interventions dans les zones sous contrôles de l'armée loyaliste et Wazalendu que dans les zones sous occupations de la coalition de rebelles M23-RDF-AFC. Bien que certains secteurs soient couverts par les interventions, le besoin en protection est toujours énorme dans la communauté.

Du point de vie sociale : Les tensions entre communautés, souvent liées aux partages inéquitables des ressources, entrainent les violences dans la communauté et détruisent le tissus du sociale. il s'observe un traumatisme et une psychose au sein de la population craignant les incarcérations et les violences de la part des groupes pour les dénonciations calomnieuses, les soupçons et les règlements de compte par les membres de la communauté. De même les membres de certaines communautés ethniques sont parfois soupçonnés de complicité avec tel ou tel groupe armé et autorité de Facto. Pareilles attitudes ne favorisent pas la coexistence pacifique et la cohésion sociale et engendrent des frustrations et des conflits dans la communauté. Des tensions en répétition entre les agriculteurs et les éleveurs ont été observées suite à la divagation des bêtes. Les cas des pillages des produits dans les champs y compris les batails de paisibles population par les GAADs est à la base de crise de confiance et destruction de la cohabitation pacifique entre communauté-GAADs. De nombreuses familles ont été séparées lors des déplacements, ce qui a des conséquences psychologiques importantes, notamment pour les enfants. Egalement, des problèmes de non rapprochement communautaire entre les retournés et les familles d'accueils (ce qui n'avait pas fui la guerre) suite aux règlements de compte. Certaines s'auto accusent de vols ce qui est à la base de méfiance surtout dans la partie Masisi Nord et Rutshuru dans le groupement Bishusha et Bukombo situé aux alentours de la Cité de Kitshanga mais aussi dans la localité de Mweso. Dans l'axe Masisi-Centre-Nyabyondo et les axes Misheeshe-Mutongo-Pinga, des méfiances sont observés entre déplacés et familles d'accueils se jetant de paroles les uns les autres à caractère tribal. Les travaux forcés organisés par les GAADs dans l'axe Mutongo suivi des tracasseries et tortures contribuent à la non cohabitation entre les GAADs et la population civile.

Du point de vue économique : La situation économique dans les deux territoires (Masisi et Walikale) zone du projet ECHO a été caractérisé par :

- L'imposition des taxes par des GAAD qui affecte négativement l'économie de la population dans les axes Sake- Masisi centre-Nyabyondo- Lukweti-Mutongo-Pinga et dans l'axe Sake-Kilolirwe-Kitshanga-Mweso-Kalembe-Pinga ce derniers temps,
-La destruction des infrastructures comme les routes, les ponts, essentielles au développement économique

rend les populations vivant dans cette partie de territoires de Masisi et Walikale plus vulnérables,
- Les affrontements en répétition ont entraîné des déplacements massifs de population, perturbant les activités agricoles et commerciales,
- L'accès aux terres cultivables a été restreint, limitant ainsi la production agricole et aggravant l'insécurité alimentaire, une pénurie de nourriture et une hausse des prix des produits alimentaires,
- La population est de plus en plus pauvre, dépendante de l'aide humanitaire et contrainte à adopter des stratégies de survie à court terme,
- Les conflits ont encouragé l'exploitation illégale des ressources naturelles, telles que les minerais, au détriment des communautés locales,
- Le difficulté d'accéder aux champs suite aux affrontements multiples, une contrainte majeure : est l'une des principales causes de la vulnérabilité économique des populations de Masisi et dans une partie de Walikale
- L'occupation des terres par les groupes armés : Les groupes armés occupent souvent les terres fertiles, empêchant les populations de les cultiver. Par ailleurs, la coupure du pont de Midjedje, reliant le territoire de Masisi et walikale a un impact négatif sur l'économie de la population qui a difficile d'écouler ses produits aux marchés locaux. Pour le moment, il n'y a pas circulation de monnaie dans les Masisi Sud (Axe Masisi-nyabyondo) et Masisi Nord (Axe Sake-Mweso-Kitshanga) bien que les populations locales ont produit pour cette saison suite à la recrudescence de la crise M23. Hormis cette situation, l'état de délabrement de routes de dessertes agricoles est à la base de la dégradation de l'économie dans les territoires de Masisi et Walikale.

Analyse d'incidents de violation du DIH (possibilité d'écrire au verso de la page si nécessaire)

Durant la mise en œuvre du programme d'appui à la protection de civils par l'engagement des groupes armés et autorités de facto dans les territoires de Masisi et Walikale, zone d'intervention de Recherche Sans Frontières, il s'est observé le non-respect du Droit International Humanitaire (DIH) et du Droit International de droit de l'homme (DIDH) par les parties aux conflits ce qui s'expliquerait par les données ci-après : L'enrôlement des enfants dans les Groupes Armés (CMC, ANCDH, NYATURA, APCLS, NDCR) et Groupes Rebelles (M23/RDF/AFC), Incendies des maisons, le braquage des humanitaires, mauvais traitements des civils et prisonniers, arrestations arbitraires, pillages, extorsions, viols, meurtres, attaques contre les institutions publiques, enlèvement, déguerpissement de la population par le GAADs, travaux forcés, Spoliation des terres ainsi que le refus d'accès aux champs ont accru au cours de cette période à cause de l'activisme des groupes armés et autorité de facto et/ou bandits armés presque partout dans le territoire de Masisi et Walikale. Les zones les plus touchées sont les axes Sake- Kilolirwe-Kitshanga, axe Kilolirwe-Kausa, l'axe Nyamitaba-Muheto-Busie-Kalonge, l'axe Kitshanga-Butale-Tambi-Kahira, l'axe Kibarizo-Kirumbu-Mpati-Kivuye-Bweru, l'axe Muhongozi-Rugongwe-Busumba-Kirumbu et l'axe Mweso-Kashanje-Bweru dans la chefferie de Bashali dans le Masisi Nord ainsi que dans l'axe Sake-Shasha-Bweremana, Axe Ngungu-Karuba dans le groupement Mupfunyi Shanga et secteur de Katoyi y compris à Sake dans le groupement Kamuronza en territoire de Masisi y compris Mutongo dans le territoire de Walikale.

Synthèse sur la perception des communautés sur les GAADs (soyez précis et concis)

Les populations qui ont été victimes d'abus, de violences ou d'extorsions par des groupes armés ont naturellement une perception négative de GAADs. En revanche, celles qui ont bénéficié de certains services ou d'une protection de la part de ces groupes ont une perception plus nuancée. Les groupes armés sont perçus comme une source de peur et d'insécurité ce dernier temps, en particulier sur les tronçons routiers de Sake-Kitshanga-Mweso en territoire de Masisi où ils sont actifs et commetant plusieurs exactions comme vols, pillages, viols, braquages etc. Mais également les populations sont parfois méfiantes envers les groupes armés, en raison de leurs actes violents et de leurs motivations souvent obscures. Dans certains endroits la population soutienne les groupes armés, elle perçoive ces derniers comme des défenseurs et sauveur de la population dans cette crise M23. En ayant un jeton de SALONGO ou la taxe illégale d'un seul groupe, on est considéré comme agent de renseignement et on est ainsi gravement torturé et on doit payer beaucoup d'argent considéré comme amande et les autres sont tués par cet effet, et cela bloque le mouvement de la population civile pour aller au champ, marché et faire d'autres activités. Ceci met la vie de la population civile en danger et dans ces différentes parties contrôlées par les deux groupes armés différents, les gens pensent qu'on peut mourir à tout moment et n'importe comment. Dans les zones contrôlées par le M23-RDF, hormis les enlèvements en

répétition des certains acteurs de la société civiles, dans une grande partie ils laissent la communauté se promenait librement afin d'attirer leur confiance comme libérateur tandis que dans les zones sous coalition de FARDC-WAZALENDU, les tracasseries et arrestations arbitraires ne cessent de monter.

Recommandations/suggestions de l'IP et/ou des bénéficiaires

Eu égard à ce qui précède et en cas de relance des activités dans le cadre de ce programme, nos recommandations sont formulées de la manière suivante afin de renforcer la protection de civils dans les territoires de Masisi et Walikale :

- Organiser des Formations continues sur le DIH et DIDH en faveur des autorités locales et coutumières, les leaders religieux et d'opinions pour qu'ils deviennent des paires éducatrices du Droit International Humanitaire dans les zones du projet,
- Que l'équipe Meal de Geneva Call et RSF Collaborent pour réfléchir sur la mise en place d'une application en ligne qui sera mise à la disposition des animateurs terrain afin de faciliter les activités de monitoring sur les pratiques de GAADs dans les différentes zones du projet,
- Former les animateurs terrains sur les mécanismes de surveillances et de communication sur les violations du Droit International Humanitaire, Droit International de Droit de l'homme, la Résolution 1612 du CSNU et le monitoring,

- Contribuer à la sécurisation des Institutions Publiques (Centre de santé, Ecoles) par la construction des clôtures durables ou semi durable dans les zones du projet tout en renforçant les connaissances de personnels sanitaires et éducatives sur le DIH et DIDH,

- Renforcer la Capacité des GAAD et forces de l'ordre (FARDC, ANR, PNC) de l'axe Mugunga-Sake, Bweremana, Masisi-Centre, Nyabyondo, Mutongo, sur le Droit International humanitaire (DIH) et le Droit International de droit de l'homme (DIDH) ainsi que la Résolution 1612 et 1325 afin de réduire les cas des Violations et renforcer la protection de civiles et leurs biens dans ses entités,

- Prendre de contact avec les commandements de rebelles M23/RDF/AFC dans les zones sous leurs occupations afin de les influencer à adhérer au Droit International Humanitaire ainsi que le sensibiliser sur le respect de principe de distinction, précaution et proportionnalité pendant les opérations militaires,

- Multiplier les séances de sensibilisations sur le DIH et DIDH aux alentours de sites des déplacés internes tout en ciblant les comités directeurs des sites, les autorités locales et leaders communautaires ainsi que les acteurs de la société civiles aux tours de Goma et en territoire de Nyiragongo afin de renforcer la protection de personnes déplacées et orienter leurs plaidoyers aux décideurs pour un changement positif dans les respects de principes du DIH et du DIDH dans cette période de crise,

- Plaider au gouvernement de renforcer la sécurité dans la route Sake-Mushaki et Sake- Kimoka pour la protection de la population civile et faciliter l'accès aux humanitaires qui ne cessent d'apporter l'aide aux personnes touchées par la guerre dans les territoires de Masisi et Walikale,

- Renforcer les sessions de sensibilisation communautaire à travers la mise en place des affiches et banderoles portant messages et images claires et précis sur les principes de la guerre, la protection de civils, missions médicales et éducatives aux lieux publics, aux écoles, Structures sanitaires, aux églises et Bureau administratives des différentes zones concernées par le projet,

- Organiser de sessions dites « **Cinéma mobile** » et « **théâtre participatif** » sur le Droit International Humanitaire dans les zones du projet afin de susciter la prise de conscience de communauté et de GAADs sur le respect de normes internationales humanitaires,

- Organiser des tables ronde d'engagement communautaire et tribunes d'expressions populaires dans les

zones du projet afin d'influencer les autorités locales y compris le GAADs à renforcer la protection de civils dans les zones sous leurs responsabilités,

- Que Geneva Call disponibilise aux partenaires les affiches, dépliants, brochures portant de messages clés de sensibilisation à vulgariser dans les différentes zones ciblées pour les prochaines sessions de sensibilisation en cas de reconduction du projet,

- Que Geneva Call et le bailleur mettent de moyens auprès du partenaire afin d'organiser les formations de formateurs au sein de membres de communautés sur le Droit international humanitaire dans les zones du projet afin d'une préparation de la pérennité des actions,

- Que Geneva Call Augmente l'enveloppe liée aux salaires des animateurs pour les prochaines étapes ainsi que les subventions liées aux sensibilisations pour permettre l'augmentation des nombres de séances de sensibilisation prévues chaque mois y compris la majoration de frais de prise en charge de participants pendant les sessions de renforcement de connaissances sur le DIH et DIDH destinés aux autorités.

Quelques Images



Figure 2. Les participants en pleine travaille en carrefour pour donner leurs avis et opinions sur le DIH et DIDH dans leur zones après sensibilisation communautaire à Nzulo dans le territoire de Masisi



Figure 1 Sur cette Image, nous voyons le Responsable d'Activité de RSF qui explique aux participant à la session de sensibilisation sur le DIH à Nzulo les questions à répondre dans le travail en carrefour dans les cadres de collectés leurs avis sur l'aperçu du DIH dans leurs zones.





Figure 3 et 4. Les participants en pleine travaille en carrefour après sensibilisation communautaire sur le DIH et DIDH





Figure 5 et 6, l'image à gauche, une photo de famille après la campagne de sensibilisation tenue à Mweso/Bukama et l'image à droite une salle pleine de participants qui ont participés dans la campagne de sensibilisation sur le DIH et DIDH à Mweso en territoire de Masisi.





Figure 7 et 8. Ces deux images, nous illustrent l'animateur de RSF basé à Pinga avec les autorités venus de trois villages (Pinga Nkasa, Pinga Bushimoo et Pinga Katanga) dans les territoires de Masisi et Walikale en train de les expliqués les biens fondés du projet ainsi que les sensibilisées sur le DIH et DIDH.





Figure 9 et 10, nous montrent les participants qui ont pris part à notre session de sensibilisation tenue à Nyabyondo précisement à Kishondja sur le DIH et l'interdiction de violences fondée sur le genre dans le territoire de Masisi.











Commentaires : Ces images nous illustrent les participants en pleine séance de sensibilisation sur le DIH et l'Interdiction de Violences sexuelles basées sur le genre pendant les conflits armés. L'image 1 à Gauche, un jeune garçons de Nzulo entrain de partagé son expérience sur la thématique, l'image 2 à droite, les participants en focus group pendant le travail en carrefour sur l'identification de violations du DIH dans leurs zones, l'image 3 et 4, les participants et les facilitateurs en pleine séance et l'image 5, la photo en famille après sensibilisation.











Commentaires : Ces images nous illustrent les participants en pleine session de sensibilisation sur le DIH à Bweru dans la zone de santé de Mweso en territoire de Masisi.









Commentaires: Ces différentes images, nous illustrent la session de sensibilisation menée à Mpety dans le territoire de Walikale.





Commentaires : Ces deux images allant de Gauches à droite nous illustre l'animateur de Recherche Sans Frontières de l'Axe Nyabiondo en pleine activité de Sensibilisation communautaire dans la localité de Lukweti en territoire de Masisi.











Commentaires : Ces images nous illustrent les animateurs de Recherche Sans Frontières en pleine activité de sensibilisation communautaire sur le Droit International Humanitaire à Nzulo II dans le territoire de Masisi.

Pour Recherche Sans Frontières/ La Coordination.